



L'emploi salarié marchand au 1^{er} trimestre 2016

L'emploi progresse de 0,4 %

Au 1^{er} trimestre 2016, l'emploi salarié marchand augmente de 0,4 % à La Réunion, soutenu principalement par la construction (+ 3,6 %) avec la fin des congés annuels du BTP et par l'industrie (+ 1,0 %). Les effectifs se stabilisent dans le commerce tandis qu'ils sont en baisse dans les services principalement marchands (- 0,4 %). Sur un an, l'emploi progresse de 3,2 % à La Réunion et de 1,1 % en France métropolitaine.

Jannick Rivière, Insee

Au 1^{er} trimestre 2016, l'emploi salarié marchand continue de progresser : + 0,4 % après + 0,7 % au 4^e trimestre 2015 (*figure 1*).

Les secteurs de la construction et de l'industrie repartent à la hausse. Les effectifs dans le commerce se maintiennent alors qu'ils baissent dans les services principalement marchands (*avertissement*).

En glissement annuel, l'emploi salarié reste bien orienté à La Réunion (+ 3,2 % contre + 1,1 % en France métropolitaine).

Les effectifs augmentent de 3,6 % dans la **construction** au 1^{er} trimestre (*figure 2*). Cette progression est principalement due à la reprise des activités avec la fin des congés annuels du BTP. Sur dix nouveaux emplois au 1^{er} trimestre, six se concentrent dans les travaux de construction spécialisés incluant le second œuvre et trois dans la construction de bâtiments. La reprise de ce début d'année est cependant moins forte que les années précédentes : + 8,2 % au 1^{er} trimestre 2015 et + 4,9 % au 1^{er} trimestre 2014.

Sur un an, l'emploi dans la construction est en légère augmentation (+ 0,4 %).

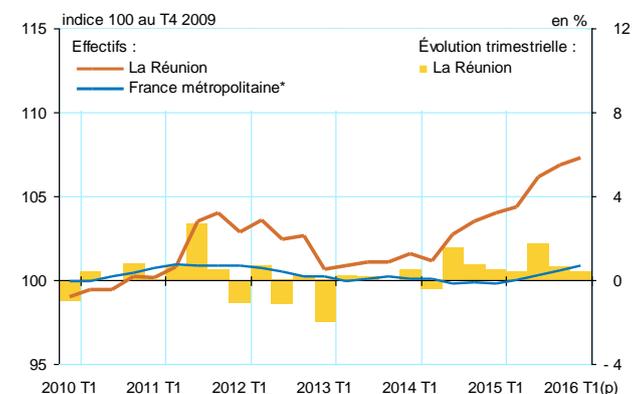
L'emploi repart à la hausse dans l'**industrie** (+ 1,0 %) au 1^{er} trimestre, profitant aussi de la reprise du BTP (*figure 3*).

Les effectifs augmentent en effet dans les secteurs de fabrication de produits minéraux incluant les produits à base de ciment et béton (+ 5,0 %), ainsi que dans le secteur de la fabrication d'éléments métalliques pour la construction (+ 2,2 %). À l'inverse, ils sont en légère baisse dans l'agroalimentaire (- 0,3 %) (*figure 4*).

Sur un an, l'emploi dans l'industrie augmente de 2,9 %.

1 L'emploi augmente de 0,4 % au 1^{er} trimestre

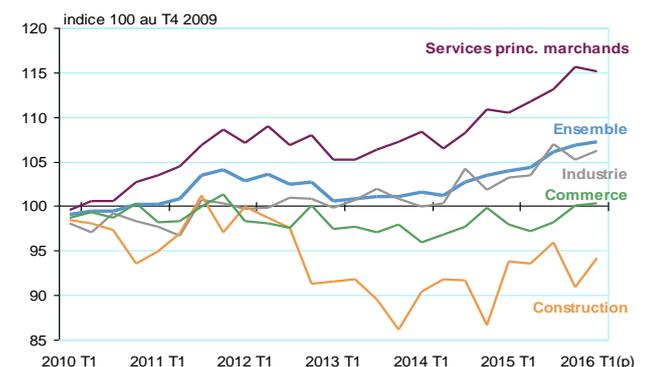
Emploi salarié marchand depuis 2009



* Données corrigées des variations saisonnières. (p) : données provisoires.
Source : Insee, Estimations d'emploi.

2 L'emploi augmente dans la construction et l'industrie

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand par secteur



(p) : données provisoires. Source : Insee, Estimations d'emploi.

Les effectifs dans le **commerce** augmentent de 0,3 % au 1^{er} trimestre. Après les fêtes de fin d'année, le 1^{er} trimestre est habituellement synonyme de baisse d'effectifs : - 2,6 % en 2013, - 2,0 % en 2014 et - 1,9 % en 2015. Pourtant, cette année, les emplois se maintiennent grâce aux embauches dans le commerce et la réparation automobile (+ 4,1 %), les effectifs reculant de 0,4 % dans le commerce de détail et de gros.

Sur un an, l'emploi dans le commerce augmente de 2,5 %.

L'emploi baisse de 0,4 % dans les **services principalement marchands** au 1^{er} trimestre.

Les activités de services administratifs et de soutien sont en repli (- 2,6 %), essentiellement à cause de l'intérim (- 7,1 %) et des activités de sécurité (- 4,7 %).

Le secteur des transports et de l'entreposage recule de 0,9 %. Après six trimestres consécutifs de hausse, celui des autres activités de services est en baisse de 0,8 % an raison notamment des pertes d'emplois dans le secteur associatif.

À l'inverse, les emplois augmentent dans l'information et la communication (+ 2,4 %). Les effectifs salariés progressent dans la restauration (+ 2,3 %) mais reculent dans l'hôtellerie (- 1,0 %). Au total, l'emploi augmente de 1,5 % dans le secteur hébergement et restauration.

Sur un an, l'emploi reste dynamique dans les services principalement marchands (+ 4,2 %). ■

3 L'emploi se maintient dans le commerce

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand par secteur sur un an

	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015 ^(p)	T1 2016 ^(p)	Glissement annuel ^(p)	Poids dans l'emploi au T1 2016 ^(p)
	en %						
Ensemble	0,5	0,4	1,7	0,7	0,4	3,2	100,0
Industrie	1,4	0,2	3,4	- 1,6	1,0	2,9	13,7
Construction	8,2	- 0,2	2,5	- 5,3	3,6	0,4	12,3
Commerce	- 1,9	- 0,8	1,1	1,9	0,3	2,5	23,2
Serv. princ. marchands	- 0,4	1,1	1,3	2,2	- 0,4	4,2	50,7

(p) : données provisoires.

Source : Insee, Estimations d'emploi.

4 Les services principalement marchands sont en baisse

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand par secteur détaillé

	T1 2016 ^(p)	Glissement annuel ^(p)
	en %	
Ensemble	0,4	3,2
Industrie dont :	1,0	2,9
<i>Agroalimentaire</i>	- 0,3	2,8
Construction	3,6	0,4
Commerce	0,3	2,5
Services principalement marchands dont :	- 0,4	4,2
<i>Transports et entreposage</i>	- 0,9	3,4
<i>Hébergement et restauration</i>	1,5	8,8
<i>Information et communication</i>	2,4	2,9
<i>Activités financières et d'assurance</i>	0,3	2,2
<i>Activités immobilières</i>	- 2,0	5,3
<i>Act. scientifiques et techniques, serv. administratifs et de soutien</i>	- 1,2	4,2
<i>dont activités de services administratifs et de soutien</i>	- 2,6	7,1
<i>Autres activités de services</i>	- 0,8	3,6

(p) : données provisoires.

Source : Insee, Estimations d'emploi.

Avertissement

Les estimations d'emploi trimestriel sont établies à l'Insee à partir des fichiers des Unions de recouvrement de sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf) sur les secteurs principalement marchands. Depuis la publication des résultats de l'emploi salarié marchand sur le 3^e trimestre 2015, **le champ a été modifié** afin de se caler sur celui des publications régionales de métropole. Ce champ exclut l'agriculture, les services non marchands et les salariés des particuliers employeurs.

Les données d'emploi salarié marchand sont révisées d'un trimestre à l'autre, notamment à la suite d'une expertise complémentaire de la source Urssaf, réalisée par l'Insee. Jusqu'à la publication du 3^e trimestre 2015, la série diffusée ne tenait pas compte de ces révisions. **Dorénavant, ces révisions sont intégrées.** Les données sont définitives jusqu'au 3^e trimestre 2015 et provisoires pour le 4^e trimestre 2015 et le 1^{er} trimestre 2016.

L'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) depuis mars 2015 en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Méthodologie

Mesurer les évolutions trimestrielles de l'emploi salarié marchand

Les emplois salariés font l'objet de déclarations sous forme de bordereaux de recouvrement des cotisations (BRC) ou de déclarations sociales nominatives (DSN). Ces déclarations sont adressées par les employeurs aux Unions de recouvrement de sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf), puis transmises trimestriellement à l'Insee. Elles concernent les salariés soumis au régime général de Sécurité sociale, à l'exception : des apprentis dont les cotisations sont prises en charge par l'État ; des emplois domestiques ; des fonctionnaires de l'État. Depuis le 1^{er} trimestre 2015, les BRC sont progressivement remplacés par les DSN.

À partir de ces données, une chaîne de traitement dite Epure (extension du projet Urssaf sur les revenus et l'emploi) est utilisée à La Réunion depuis 2000. Le champ est restreint aux activités les mieux représentées. Sont exclus du champ Epure : les établissements non marchands ; l'agriculture ; les caisses de congés payés ; les établissements de vente à domicile ; les administrateurs d'immeubles ; l'Apfa.

Le champ étudié, « établissements marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services principalement marchands », **couvre 52 % des 240 000 emplois salariés de La Réunion à la fin 2014.**

Les données brutes ne sont pas désaisonnalisées. Les résultats sont ici présentés selon la nouvelle nomenclature agrégée (NA 2008), regroupement de la nouvelle nomenclature d'activités française (NAF) destiné à l'analyse économique.

Définitions

Les **activités scientifiques et techniques** regroupent les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques.

Les **activités de services administratifs et de soutien** regroupent les activités liées à l'emploi (intérim), aux agences de voyage, aux activités de location et à la sécurité.

Les **autres activités de services** sont majoritairement composées des activités des organisations associatives. Elles comportent également les activités d'arts et spectacles ou récréatives et d'autres services personnels.

Insee La Réunion-Mayotte
Parc technologique de Saint-Denis
10 rue Demarne - CS 72011
97443 SAINT-DENIS CEDEX 9

Directrice de la publication :
Valérie Roux

Rédaction en chef :
Julie Boé et Pierre Thibault

ISSN : 2275-4334 (version imprimée)
ISSN : 2272-7760 (version en ligne)

© Insee 2016

Pour en savoir plus :

- Les séries longues sur le « [Tableau de bord de la conjoncture à La Réunion](#) » ;
- Rivière J., « [Tous les secteurs créent de l'emploi](#) », *Insee Conjoncture Réunion* n° 2, pp. 12-13, juin 2016 ;
- Rivière J., « [L'emploi progresse de 3,7 % en 2015](#) », *Insee Flash Réunion* n° 67, juin 2016.